

Décision individuelle N°2021-04

Pétitionnaire : Hélico and drones
pour le compte de la Fédération Départementale des Chasseurs des Alpes Maritimes
Adresse : Impasse de la Benetrie 44210 PORNIC
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : comptage de cervidés
Localisation : vallée de la Bévéra, communes de Moulinet et Sospel.

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 13 janvier 2021 par Monsieur VILAIN Frédéric, technicien de la Fédération départementale des chasseurs des Alpes-Maritimes,

Considérant que la demande de survol répond aux besoins d'étalonnage des prélèvements de cervidés autorisés au plan de chasse, assimilables à une activité scientifique et qu'à ce titre, elle correspond à un des cas autorisés par la modalité n°29 d'application de la réglementation,

Considérant qu'en l'absence de méthode alternative de comptage, le recours au survol par hélicoptère reste nécessaire malgré le dérangement de la faune sauvage que cette activité va générer dans le cœur du parc national,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société Hélico and drones [SIRET (siège) 81788280600018], représentée par Monsieur GRIMAL Bruno est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, destiné à la réalisation d'un comptage de cervidés commandité par la Fédération départementale des chasseurs des Alpes-Maritimes.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

| | |
|--------------------|--|
| nom du pilote : | GRIMAL Bruno |
| type d'appareil : | hélicoptère Bell 2006 rouge / blanc / noir |
| n° de l'appareil : | F-HPYH |

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement la « zone de survol autorisé » figurant au(x) plan(s) de vol annexé(s) à la présente.

2.3. En-dehors de cette zone autorisée, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du parc national.

2.4. Aucune drop-zone (prise en charge ou dépose) n'est autorisée dans le cœur du parc national. Le passage des crêtes devra être réalisé à une hauteur plancher d'au moins 300 m sol.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les dates du 18 et 19 janvier 2021.

En cas d'intempéries, le report de l'opération **après cette date** est autorisable sous réserve d'en obtenir l'accord auprès du chef de service territorial concerné ou son adjoint, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts :

chef de S.T : COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr); 06.28.56.44.28)

adjoint : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr ; 06.68.72.13.87)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 14 janvier 2021

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Roya-Bévéra - PNM
- Marie CANUT - PNM
- Frédéric VILAIN – FDC06 (fvilain@chasseurdefrance.com)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

